

L'empire de la surveillance

Corrine Moncel, « Africe-Asie, janvier 2016

Essai Dans son dernier livre*, Ignacio Ramonet montre comment l'alliance inédite entre l'État, l'appareil militaire du renseignement et les géants du Net nous espionne massivement et illégalement, « pour notre bien ». Une démonstration glaçante. Et salutaire.

L'empire de la surveillance

Par Corinne Moncel

On le sait avec certitude depuis les révélations du lanceur d'alerte américain Edward Snowden en juin 2013 : le gouvernement américain a autorisé dès 2007, par le biais de la National Security Agency (NSA), la surveillance clandestine de milliards d'individus, au prétexte de lutte anti-terroriste. Un exemple ? En un mois en 2013, une seule unité de la NSA a permis de récolter, sans mandat, les « métadonnées de plus de 124 milliards d'appels téléphoniques et 97 milliards de courriers électroniques », détaille dans son dernier livre, *L'Empire de la surveillance*, le journaliste et essayiste français Ignacio Ramonet, faisant référence à un document de Snowden. Au passage, le lanceur d'alerte mettait sous les feux de la rampe la plus secrète et la plus puissante des agences de la nébuleuse du renseignement américain – « vingt-six officielles, plus huit entièrement anonymes », précise Ramonet.

La NSA, qui dépend du Pentagone, collecte en principe les informations à l'étranger, mais ne s'est

jamais empêchée d'épier illégalement les Américains sur leur sol. C'est elle, « et non la CIA, qui possède les principaux systèmes d'espionnage et de contrôle », écrit encore l'auteur. Jusqu'à être capable de mettre sur écoute clandestine les chefs d'État, y compris amis... On se souvient de la colère d'Angela Merkel, de Shinzo Abe ou de Nicolas Sarkozy – parmi d'autres – aux révélations détaillées de WikiLeaks sur l'espionnage de leurs conversations, y compris privées. Une indignation judicieusement relativisée lorsque l'on apprit que les « écoutés » s'adonnaient aux mêmes pratiques. Le scandale, pourtant bien réel, n'en semblait plus un, puisque tout le monde espionnait tout le monde... C'est évidemment le développement inouï d'Internet et la facilité avec laquelle il permet de récolter *via* nos ordinateurs, smartphones et autres tablettes, des gigatonnes de données, qui autorisent une telle pêche aux informations personnelles. Mais la NSA

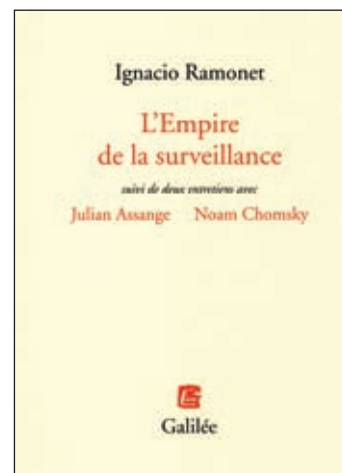
et ses petites sœurs n'auraient qu'une part infime du « gâteau » si elles ne travaillaient pas main dans la main avec les cinq géants qui dominent aujourd'hui la Toile, les fameux « Gafam » : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, dont dépendent quasiment tous les internautes – 3,5 milliards, la moitié de la population mondiale, rappelle Ramonet.

► Internauts « vendus »

Leur business ? Engranger la moindre information cédée volontairement par l'utilisateur, mais le plus souvent subtilisée par des logiciels espions dont sont truffés nos machines et les sites Web. Sont enregistrés, entre autres, paiements par carte de crédit, dossiers médicaux, listings de compagnies aériennes, abonnements divers... Pour l'usage commercial des Gafam, bien sûr, mais surtout pour être revendus à leurs annonceurs. Avec, à la clé, des fortunes colossales permettant de développer encore plus d'outils pour contrôler nos vies privées, nos vies tout

court et, explicitement, le monde.

Certes, l'espionnage et la collecte de renseignements sur tout un chacun ne sont pas des nouveautés, raconte Ignacio Ramonet, qui fait une synthèse historique et actuelle des principaux programmes de surveillance de masse dans les grands pays occidentaux. Il révèle que le Pentagone avait même conçu, dans les années 1980, le *Total Information Awareness*, soit



la collecte d'un « minimum de 40 pages d'informations sur chacun des sept milliards d'habitants de la planète », finalement abandonné. Mais en sommes-nous si loin ? En pleine guerre planétaire sans limites contre la terreur depuis le 11-Septembre, la collusion

PRÉTEXTE AU FICHAGE DE TOUS : DÉBUSQUER

LES « LOUPS SOLITAIRES » DU TERRORISME...

inédite entre « *le pouvoir politique, l'appareil du renseignement, certains grands médias dominants et les titans technologiques* » a permis de réactiver le vieux rêve orwellien de surveillance de chaque individu, considéré comme un potentiel « loup solitaire » ou cellule dormante du terrorisme. Ce véritable « *complexe sécuritaro-numérique qui a succédé au complexe militaro-industriel* », instruit Ramonet, possède de gigantesques moyens humains et technologiques pour croiser, analyser, filtrer les données recueillies. Sa tâche est d'autant plus aisée que la surveillance, qui a envahi

illégalement les droits à l'anonymat et à la vie privée de presque tous ses membres. Certains n'y trouvent rien à redire, tant l'exhibitionnisme télévisuel et sur Internet est devenu courant. Et puis, pensent la plupart, si l'on n'a rien à se reprocher, quel mal y a-t-il à concéder un peu de sa liberté en laissant « scanner » son intimité en échange de plus de sécurité ? Mais ne disent-ils pas alors, comme le dit si bien Snowden cité par Ramonet : « *Je me moque de mes droits* » Signifiant ni plus ni moins que ceux-ci n'existent pas... Quant au vieux débat entre sécurité et liberté, pour Ramonet, il a été tranché

mérite ni l'un ni l'autre. Et finira par perdre les deux. »

C'est peu dire que *L'Empire de la surveillance* frappe par son acuité. À peine les dernières pages étaient-elles imprimées que les attaques meurtrières du 13 novembre 2015 à Paris donnaient raison à son auteur : la surveillance de masse et le fichage illégal d'individus n'ont jamais empêché les attentats terroristes ; et pourtant, surfant l'émotion, les médias influents les réclament à cor et à cri en soulignant leur perpétuelle insuffisance... En revanche, ils permettent de traiter comme de vrais « terroristes » tous ceux qui, par des activités militantes souvent inoffensives, expriment leurs désaccords avec un certain ordre social...

► « **Djihadistes verts** »

Il est ainsi significatif que, par la grâce de la loi sur le Renseignement et l'état d'urgence appliqué en France après le 13-Novembre, de nombreux activistes écologistes, fichés « S » (pour sûreté de l'État) aient été considérés comme des « djihadistes verts » et assignés à résidence durant les deux semaines de la Cop21. Ou que des militants aient été convoqués par la police pour avoir défilé à Paris en faveur des réfugiés alors que n'y avaient pas mis les pieds. L'inefficacité, mais aussi le pouvoir du fichage...

Levons une équivoque : ce n'est pas le droit à un État de se défendre lorsqu'il est

attaqué par des terroristes que dénoncent Snowden et, avec lui, Ignacio Ramonet. La mise sur écoute d'un Oussama ben Laden est tout ce qu'il y a de plus légitime, dès lors qu'elle est autorisée par le juge accrédité à le faire, et la récolte de renseignement indispensable à cette fin précise. C'est le fait d'être « profilé » comme un criminel à neutraliser sans qu'il n'ait jamais rien fait et l'intrusion systématique dans nos vies privées que l'auteur fustige, notamment à travers Internet. Même confisqué par les Gafam, cet outil reste une formidable source de connaissances, l'écosystème du savoir et de l'expression des moins de 40 ans. C'est pourquoi Ignacio Ramonet appelle à la résistance pour déjouer le hold-up en cours et l'arnaque liberticide et totalitaire du tout-sécuritaire. Comme le font l'autre lanceur d'alerte persécuté Julian Assange et le linguiste progressiste Noam Chomsky, interviewés par l'auteur à la fin de l'ouvrage. On lira avec d'autant plus de plaisir *L'Empire de la surveillance* que le journaliste Ramonet, qui pratique la pédagogie de l'engagement, est aussi sémiologue du cinéma et aime la littérature d'anticipation. Pour mettre tout le poids des images dans sa démonstration, il parsème son propos de référence à des films et des romans connus. Tels, entre autres, l'indépassable *1984*, d'Orwell, ou le clairvoyant *Minority Report*, de Spielberg (2002). ■

► *L'Empire de la surveillance.*

Suivi de deux entretiens avec Julian Assange et Noam Chomsky, Ignacio Ramonet, Éd. Galilée, 198 p., 16 euros.



Photos: D. R.

Ignacio Ramonet, un intellectuel qui pratique la pédagogie de l'engagement et fustige le risque totalitaire des démocraties.

les espaces publics mais aussi domestiques, s'est banalisée : vidéos, caméras infrarouges, scanners biométriques, drones, satellites, objets domotiques connectés...

Au prétexte de « protéger » la population de la terreur, mais aussi de lui faciliter la vie quotidienne, Big Brother étatique, épaulé par Big Brother Gafam, bafoue

par Benjamin Franklin, l'un des pères de la Constitution américaine, dans sa célèbre phrase, toujours d'actualité : « *Un peuple prêt à sacrifier un peu de sa liberté pour un peu plus de liberté ne*

RÉSISTER AU HOLD-UP

DE NOS DONNÉES ET À L'ANARQUE LIBERTICIDE.

Ignacio Ramonet, *L'Empire de la Surveillance*

Entretien réalisé par Patrick Chaillan

L'Humanité, 15-17 janvier 2016

Ignacio Ramonet « Le complexe sécuritaro-numérique menace de prendre le contrôle »

Dans son dernier ouvrage, *L'Empire de la surveillance*, où il reproduit les entretiens du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, et de l'intellectuel américain, le linguiste Noam Chomsky, l'ancien directeur du Monde diplomatique, aujourd'hui directeur de son édition en espagnol, Ignacio Ramonet alerte sur une surveillance privatisée et généralisée lourde de conséquences pour la démocratie.



La mise en place d'un « État d'exception » s'inscrit dans ce que vous appelez la « société de contrôle ». Quelle analyse faites-vous de la volonté de constitutionnaliser l'état d'urgence ?

IGNACIO RAMONET Le contrôle de la société – savoir qui est qui, qu'est-ce qu'il fait, où il est, qui il fréquente... – est une des obsessions permanentes des gouvernements, de tous les gouvernements. C'est pour cela qu'on a inventé les statistiques, la sociologie... et les services de renseignements. Le prétexte de cette volonté de savoir, bien entendu, c'est de mieux connaître la société pour mieux la servir, mieux répondre à ses besoins, à ses carences... Mais, à l'inverse des dictatures, un pouvoir démocratique ne peut pas aller trop loin dans ce contrôle inquisiteur sans empiéter sur le périmètre des libertés individuelles. Il a donc besoin, objectivement, de « secours de frayer collective », comme celles que provoque le terrorisme, pour renforcer au maximum son contrôle des populations. Constitutionnaliser l'état d'urgence est une façon, dans l'arsenal des mesures sécuritaires possibles, de pérenniser l'avancée en matière de contrôle que permettent les récents actes terroristes.

Dans votre récent ouvrage, *L'Empire de la surveillance* (1), vous publiez un entretien avec Noam Chomsky dans lequel l'intellectuel américain réaffirme que « l'ennemi principal de tout gouvernement est son propre peuple ». Les démocraties changent-elles de nature ?

IGNACIO RAMONET Ce que dit Chomsky est une évidence lorsque il s'agit de dictatures. Mais ce qui change, avec la mise en place des « sociétés de contrôle et de surveillance », c'est que désormais ce sont les démocraties qui regardent avec méfiance et appréhension leur propre société. Tous les dispositifs répressifs dont on parle – Patriot Act, loi sur le renseignement, etc. – visent à contrôler, voire à châtier le peuple, tout le peuple,

au prétexte que pourraient se nicher en son sein quelques terroristes. On ne peut donc plus parler de démocraties tout crasi, mais de « démocraties sécuritaires » ou d'« États de contrôle ».

Cette transgression des principes démocratiques de base semble faire écho à la déclaration de Manuel Valls sur la nécessité pour la gauche de renoncer à « ses grandes valeurs » ?

IGNACIO RAMONET Les « grandes valeurs » de la gauche figurent en toutes lettres sur les frontons des écoles de la République : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Y renoncer serait tout simplement trahir la République. À l'instar naguère de George W. Bush, Manuel Valls pense que la (juste) lutte contre le terrorisme autorise tous les reniements et tous les abandons de principes. Ce qui est trop dangereux pour nos libertés. Songeons à l'utilisation que pourrait faire éventuellement, demain, un gouvernement d'extrême droite de toutes ces lois sécuritaires...

« Les grandes firmes privées Google, Apple, Amazon et Facebook ont établi des liens étroits avec l'appareil d'État à Washington, en particulier avec les responsables de la politique étrangère. »

Vous décrivez un monde dans lequel se développe une surveillance à la fois « privatisée » et « démocratisée ». Comment cela se traduit-il dans la vie quotidienne ?

IGNACIO RAMONET En effet, la surveillance s'est « privatisée » parce que ce sont essentiellement les grandes firmes privées (toutes américaines) de la sphère Internet, les célèbres Gafam – Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft – qui désormais nous surveillent et qui récoltent le maximum d'informations sur nous. Il faut dire, d'ailleurs, que le plus souvent c'est volontairement que nous leur remettons, de notre propre gré, ces informations nous concernant. Des données qui constituent, disons, la « matière première » que commercialisent ces firmes. Elles en vivent. Plus elles nous soutirent des informations personnelles, plus elles gagnent de l'argent. Et par ailleurs, elles transfèrent ces données aux grandes agences américaines de renseignements... La surveillance s'est également « démocratisée » dans la mesure où elle s'est généralisée. Les trois



milliards et demi de personnes qui utilisent Internet sont automatiquement surveillées. Tout utilisateur d'un téléphone intelligent (smartphone) ou d'un ordinateur est, je le répète, automatiquement surveillé.

Peut-on dire que la vie privée n'existe plus ?

IGNACIO RAMONET Elle est très menacée. Et ne sera bientôt qu'un doux souvenir. Aujourd'hui, mettre quelque chose sur écoute est devenu d'une déconcertante facilité. À la portée du premier venu. Une personne ordinaire voulant espionner son entourage trouve en vente libre, dans le commerce, un large choix d'options. D'abord des manuels d'instruction très didactiques « pour apprendre à pirater et à espionner les gens ». Et pas moins d'une demi-douzaine de logiciels espions (mSpy, CamSpy, FlexiSpy, Spycam, EasySpy) qui « lisent » sans problème les contenus de nos téléphones portables : sms, emails, comptes Facebook, Whatsapp, Twitter, etc. À moins de crypter toutes nos communications électroniques et de n'avoir jamais recours à Internet,



on ne peut pratiquement plus éviter d'être surveillé. Et qui dit surveillé, dit contrôlé. Par l'État, et par les géants du Net. D'où les appels de plus en plus nombreux à une résistance de la part de quelques lanceurs d'alerte comme Julian Assange ou Edward Snowden qui sont indiscutablement les grands héros de notre temps.

En vous appuyant sur les propos de Julian Assange, dont vous avez également réalisé l'interview reproduit dans votre ouvrage, vous mettez en lumière les liens étroits entre les grandes firmes informatiques privées et les services de l'État, notamment américains. Comment ces liens se nouent-ils ?

IGNACIO RAMONET Oui, le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, soutient que les mégacorporations qui dominent Internet, comme Google, Apple, Amazon et Facebook ont établi des liens étroits avec l'appareil d'État à Washington, en particulier avec les responsables de la politique étrangère. Cette relation, selon lui, serait devenue une évidence parce qu'ils ont les mêmes idées politiques et partagent une vision du

UN JOURNALISME CRITIQUE

Enfant de républicains espagnols ayant fui le franquisme au Maroc, il s'installe en France en 1973. Ancien élève de Roland Barthes, il enseignera la théorie de la communication à l'université Paris-VII. Entré au Monde diplomatique en 1973, il en devient directeur de la rédaction et président du directoire de janvier 1990 à mars 2008. Co-fondateur d'Attac, promoteur du Forum social mondial de Porto Alegre, il est l'un des initiateurs du mouvement altermondialiste. Auteur de plusieurs livres de géopolitique et de critique des médias, il est actuellement directeur de l'édition espagnole du Monde diplomatique et président de l'association Mémoire des luttes.

monde identique. Et, au bout du compte, les liens étroits et la vision du monde commune de Google, notamment, et de l'administration américaine sont au service des objectifs de la politique étrangère des États-Unis. Cette alliance sans précédent entre l'État, l'appareil militaire de sécurité et les industries géantes du Web a donc produit cet « Empire de la surveillance » dont l'objectif très concret et très clair est de mettre Internet, tout Internet, et tous les internautes, sur écoute.

Comment comprendre que jamais la surveillance n'a été à ce point généralisée et que des actes terroristes dont on semble connaître les commanditaires puissent passer entre les mailles si serrées d'un tel filet global ?

IGNACIO RAMONET C'est une question que se posent de nombreux citoyens. À ce stade, il est important de dire que, dans un État démocratique, les autorités ont toute légitimité, en s'appuyant sur la loi et avec l'autorisation préalable d'un juge, de placer sous surveillance toute personne qu'elles estiment suspecte. Car le problème n'est pas la surveillance en soi, c'est la surveillance de masse clandestine qui nous rend tous suspects par principe. Et qui ne semble pas très efficace. Parce qu'à force de surveiller tout le monde, les services de renseignements se révèlent incapables de « mettre le paquet » sur la surveillance des vrais suspects. Ce qui prouve aussi l'importance de méthodes éprouvées de lutte contre le terrorisme basées sur le renseignement humain et l'infiltration des groupes violents. La paresseuse facilité de la surveillance électronique et automatique a « endormi » les réflexes des services de renseignements.

La loi sur le renseignement, votée en France en juin 2015, autorise des pratiques de surveillance de masse. Après le 13 novembre, beaucoup ont critiqué cette orientation car les services de l'État n'auraient pas les capacités d'analyser toutes les données emmagasinées. Êtes-vous d'accord ?

IGNACIO RAMONET Les systèmes automatiques de surveillance électronique enregistrent ce qu'on appelle les « métadonnées » des communications, c'est-à-dire : qui appelle qui, d'où, pendant combien de temps... À la longue, ces métadonnées permettent de configurer une sorte de cartographie spatiale et relationnelle du suspect. Mais elles n'enregistrent pas le contenu des échanges. Pour disposer du contenu, il faut un « écouteur » humain, un agent qui, personnellement, « suit » chaque suspect et

écoute et analyse le contenu de toutes ses communications téléphoniques. Il faut donc un agent par suspect. Or les autorités ont rappelé qu'il y avait plusieurs milliers de personnes fichées par la police pour « islamisme radical ». Et le procureur de République de Paris, François Molins, a révélé qu'en sur ces milliers de suspects, les services de renseignements en surveillaient à peine 1 700... Et qu'il leur était impossible, pour des raisons budgétaires de les surveiller vingt-quatre heures sur vingt-quatre...

On a longtemps parlé du « complexe militaire industriel », vous démontrez qu'il est supplanté par le « complexe sécuritaire-numérique ». Qu'est-ce que cela change au niveau des pouvoirs politiques et à l'échelle mondiale ?

IGNACIO RAMONET Oui, c'est une alliance totale inédite entre le pouvoir politique, l'appareil de renseignement et les titans technologiques qui contrôlent les télécommunications, l'électronique, l'informatique, Internet, les industries du câble et fibre optique, les satellites, les logiciels, les serveurs, etc. Une telle complicité entre la première puissance militaire du monde et les entreprises privées globales qui dominent les nouvelles technologies de la sphère Internet, en effet, un véritable « complexe sécuritaire-numérique » qui menace de prendre le contrôle de l'État démocratique et de dominer la géopolitique mondiale. Ses caractéristiques les plus inquiétantes étant précisément la banalisation de la surveillance de masse et la tentation du contrôle social intégral.

« Le problème n'est pas la surveillance en soi, c'est la surveillance de masse clandestine qui nous rend tous suspects par principe. »

Cette large privatisation de l'espionnage est en train de créer, en démocratie, une nouvelle entité politique : l'« État de surveillance » - face à la puissance étatique à laquelle le citoyen se sent de plus en plus désarmé et désemparé.

Cette cybersurveillance généralisée, qui vise à créer une « docilité des citoyens », ne va-t-elle pas, au contraire, entraîner un nouvel engagement politique. Si oui, à partir de quels leviers ?

IGNACIO RAMONET Les expériences historiques montrent que la simple existence d'un système de surveillance à grande échelle, quelle que soit la manière dont on l'utilise, est en elle-même suffisante pour réprimer les dissidents. Une société consciente d'être surveillée en permanence devient très vite docile et timorée. Mais, arrivée à ce stade la société produit toujours des résistances.

Vous parlez de la nécessité d'une charte d'Internet. Quelles sont les forces qui peuvent permettre de résister et de changer la donne ?

IGNACIO RAMONET Beaucoup de militants anticybersurveillance proposent en effet, à l'instar de la Charte de l'ONU, le lancement d'une Grande Charte d'Internet pour définir ce que devraient être les « droits numériques ». Quelles valeurs devons-nous nous efforcer de protéger ? Et comment allons-nous les garantir ? À l'ère numérique sans un Internet libre et neutre, sur lequel nous pouvons nous appuyer - sans avoir à nous soucier de qui nous espionne en coulisses -, nous ne pouvons pas avoir de gouvernement ouvert. Ni d'authenticité démocratique. »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
PIERRE CHAILLA

(1) L'Empire de la surveillance, Éditions Galilée, 704 pages, 16 euros.

Ignacio Ramonet, révolution numérique et données personnelles

v Michel Peyret

18 décembre 2015

<http://michelpeyret.canalblog.com>

« L'inimaginable révolution numérique, indique Ignacio Ramonet, dans laquelle Internet nous a fait entrer a totalement bouleversé le champ du renseignement et de la surveillance, devenue omniprésente et parfaitement immatérielle. Elle profite en premier lieux aux cinq entreprises privées qui dominent la Toile – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – et qui s'enrichissent de l'exploitation de nos données personnelles, qu'elles transfèrent par ailleurs en continu à la NSA, la plus secrète et la plus puissante des agences américaines de renseignement. Mais d'autre part et simultanément, au prétexte de lutter notamment contre le terrorisme, des gouvernements – y compris parmi les plus démocratiques –, s'érigent en Big Brother, n'hésitant plus à enfreindre leurs propres lois pour mieux espionner leurs citoyens... »

Les plus démocratiques sont-elles celles qui espionnent le plus ?

Les spectaculaires révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden ont permis au plus grand nombre de découvrir que la protection de notre vie privée est désormais menacée par la surveillance de masse à laquelle nous soumettent les merveilleux outils (*smartphones*, tablettes, ordinateurs) qui devaient élargir notre espace de liberté... Pourtant, on mesure encore mal à quel point, et de quelle façon, nous sommes espionnés. Et donc contrôlés.

L'inimaginable révolution numérique dans laquelle Internet nous a fait entrer a totalement bouleversé le champ du renseignement et de la surveillance, devenue omniprésente et parfaitement immatérielle. Elle profite en premier lieux aux cinq entreprises privées qui dominent la Toile – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – et qui s'enrichissent de l'exploitation de nos données personnelles, qu'elles transfèrent par ailleurs en continu à la NSA, la plus secrète et la plus puissante des agences américaines de renseignement. Mais d'autre part et simultanément, au prétexte de lutter notamment contre le terrorisme, des gouvernements – y compris parmi les

plus démocratiques –, s'érigent en *Big Brother*, n'hésitant plus à enfreindre leurs propres lois pour mieux espionner leurs citoyens.

L'Empire de la surveillance, livre qui vient de paraître, décrit cette alliance sans précédent – État + appareil militaire de sécurité + industries géantes du Web – qui défie les citoyens, restreint leurs droits civiques et met en péril une certaine conception de la démocratie. Deux grands témoins – Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, et Noam Chomsky, l'un des plus grands intellectuels de notre temps – y apportent leurs analyses et leurs mises en garde.